

Faites un don maintenant!  
Bulletin de versement ci-joint.

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

**Démocratie directe** 6  
**Non à la dépossession nationale !**



**Initiative de limitation** 9  
**L'UDC et l'ASIN soumettent l'initiative populaire !**



**Accord-cadre de l'UE** 4  
**Défendre la liberté et la sécurité.**



Les citoyens et citoyennes ont le dernier mot en Suisse et ce sont le peuple et les cantons qui déterminent ce qu'est le droit suprême de la Confédération. Ils sont les souverains, l'autorité législative suprême du pays. En tant que peuple, vous êtes les fondateurs de notre Constitution. Cela a très bien fonctionné jusqu'à maintenant. Notre liberté, mais aussi notre Etat social ont été créés sur cette base, et non par un lien avec des organisations internationales ou des tribunaux étrangers.

Votations du 25 novembre 2018

## Oui à la démocratie directe!

# OUI

A L'INITIATIVE POUR  
L'AUTODETERMINATION



**Michaël Buffat**  
Conseiller national  
Vuarrens (VD)

«L'autodétermination est un bien inaliénable. L'abandonner marquerait la fin lente de notre pays en tant que tel.»



## Editorial Albert Rösti

### Refus du paquet fiscal

L'UDC a demandé au Conseil national de séparer les objets du paquet liant la fiscalité et l'AVS, afin que le peuple puisse se prononcer sur les différentes parties, et ce séparément et de manière authentique. Elle s'est clairement prononcée en faveur d'un projet fiscal léger et d'une assurance financière durable de l'AVS, l'œuvre sociale la plus importante de notre pays. Elle voulait, avec sa proposition de renvoi à la commission consultative, lancer un nouveau projet fiscal, plus simple et plus avantageux pour notre place économique. Le PLR, le PDC et le PS ont toutefois soutenu le lien non démocratique entre le projet fiscal et l'AVS, qui pèsera unilatéralement sur la classe moyenne et la prochaine génération. L'UDC refuse pour toutes ces raisons le paquet fiscalité et AVS.

### Garantir l'AVS

L'assainissement financier durable de l'AVS est un impératif pour l'UDC. Elle exige par exemple que les aides au développement soient réduites de un milliard par année au moins (sur plus de 3 milliards) et que ce montant soit attribué à l'AVS, ou bien de ne plus payer de contributions au fonds de cohésion de l'UE. Mais elle exige également que soit mis en œuvre un assainissement durable de l'AVS. Il faut au minimum procéder à l'augmentation indispensable de l'âge de la retraite pour les femmes, qui doit passer de 64 à 65 ans. Il ne faut pas que, comme c'est le cas dans le paquet fiscal, que les travailleuses et les travailleurs, et en particulier notre jeunesse, doivent supporter unilatéralement des cotisations plus lourdes.

### Pas de démantèlement des droits populaires

Le projet comporte actuellement deux parties entre lesquelles il n'existe pas de lien. L'unité de matière n'est donc pas respectée. S'il était présenté sous la forme d'une initiative populaire, un tel «paquet» serait tout bonnement considéré comme violant la Constitution, et donc invalide. En liant le projet fiscal et l'AVS, les citoyennes et les citoyens n'auraient plus la possibilité de faire part de manière authentique de leur volonté. En d'autres termes, on leur supprime la possibilité de s'exprimer. L'UDC se prononce donc contre le projet en question. Et la prochaine étape sera également bientôt en cours de préparation: l'accord-cadre prévu avec l'UE aura pour conséquence la suppression définitive de la démocratie directe.

*Albert Rösti*

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse



# Tour des Cantons - Arrêt dans le Canton de Vaud

L'UDC écoute et s'y met ! Sous cette devise, la direction de l'UDC Suisse rend visite à tous les cantons. L'objectif et le but de ces visites sont de permettre à la population de faire part de ses préoccupations et de ses problèmes directement à la direction du parti. L'UDC est à l'écoute, se met au travail et fait part de ses préoccupations à l'arène politique.



L'UDC Vaud en visite dans l'École des Métiers et à la Fédération vaudoise des entrepreneurs.



## Publicité



**dietschi**  
PRINT&DESIGN OLTEN

**MARKUS REZZONICO**  
SVP-Delegierter Kanton Solothurn  
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61  
markus.rezzonico@dietschi.ch

**DIETSCHI PRINT&DESIGN AG**

Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75  
www.dietschi-pd.ch

## VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.



# Défendre la liberté et la sécurité

**Une chose étrange s'est produite: les syndicats et, dans la foulée, le PS également réalisent tout à coup que l'accord-cadre institutionnel prévu, qui lie notre pays à l'UE et supprime l'indépendance de la Suisse, serait un désastre pour notre pays. Ils réalisent enfin que l'UE exige de pouvoir édicter à l'avenir les lois qui s'appliqueront chez nous. Car c'est bien là le sens de cet innommable contrat de servage. Il n'y aurait ainsi plus aucune place pour des mesures d'accompagnement spécifiques, ce qui dérange la gauche.**

---

par Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral

---

La gauche doit en outre enfin admettre que les travailleurs, qu'ils prétendent apparemment représenter, ont peur de la libre circulation des personnes et qu'ils refusent cette dernière, surtout en raison de la pression sur les salaires qu'elle im-

plique. La gauche laisse tomber les travailleurs.

**La gauche veut elle aussi décider elle-même des lois**

La gauche va-t-elle également prendre

conscience de ce qui se passerait si leurs propres lois étaient édictées non plus par la Suisse, mais par l'UE. Il faut l'espérer !

La logique voudrait donc que la gauche refuse maintenant elle aussi l'accord-cadre et qu'elle soit enfin contre l'adhésion à l'UE.

Mais elle est piégée: elle était en effet jusqu'ici la force qui poussait notre pays dans l'UE et qui, avec l'accord-cadre, voulait faire supporter à la Suisse un contrat de servage, contrat selon lequel ce ne seront plus les Suisses qui décideront de leur avenir, mais les représentants de l'UE.

## Tous les Suisses sont concernés

Des années durant, la gauche et les partis du centre se sont fourvoyés avec la politique européenne.

Et voilà que nous y sommes enfin: aujourd'hui, la gauche ne veut pas de droit européen pour la protection des travailleurs, mais demain il concernera tous les Suisses et pratiquement dans tous les domaines: pour les impôts, pour la citoyenneté, pour les subsides, pour le traité de libre-échange, pour la réglementation des transports, pour le renvoi des criminels, pour la politique des réfugiés, pour ne citer que quelques exemples. La Suisse n'aurait tout simplement plus rien à dire. Notre liberté, notre sécurité et notre bien-être seraient détruits.

## Conserver l'autodétermination

Pour l'UDC, les choses étaient claires dès le début: la Suisse veut décider elle-même de ses lois. Il n'est pas question d'abandonner le pouvoir législatif souverain à l'UE. C'est la ligne rouge. Elle ne doit pas être franchie: l'accord-cadre institutionnel fera de la Suisse une colonie de l'UE.

## Qui est le législateur?

La question la plus importante qui se pose dans un Etat est de savoir qui est



**La démocratie directe et l'autodétermination doivent être préservées.**

le législateur? En Suisse, c'est le peuple suisse. Mais il serait le cas échéant dépouillé de ses prérogatives. C'est pourquoi il faut impérativement dire oui à l'initiative sur l'autodétermination du 25 novembre 2018. Puis, si l'accord-cadre est soumis au peuple, il faudra le refuser.

## Il faut résister

L'UE va évidemment augmenter la pression sur la Suisse: «Et si tu n'es pas d'accord, je vais utiliser la force.» Il en

résultera des inconvénients et des pressions, comme Bruxelles a déjà essayé de le faire avec la non-reconnaissance de l'équivalence boursière. Cela étant, ce n'est pas la première fois dans notre histoire que la Suisse subit la pression de l'étranger. C'est un appel à la résistance! La Suisse doit désormais se préparer. Elle doit se préparer à prendre des décisions et le cas échéant des contre-mesures appropriées. Rappelons que l'UE exporte chaque année pour 133 milliards en Suisse et que la Suisse exporte seulement pour 117 milliards dans l'UE. Le conseiller fédéral Ueli Maurer a déjà demandé des mesures provisionnelles. Il faut espérer que cela passe la rampe du Conseil fédéral et du Parlement.

**Il est urgent que la Berne fédérale parle enfin clairement à Bruxelles. L'UE doit reconnaître et accepter que la Suisse n'entend renoncer en aucun cas à son indépendance, à sa liberté et à sa sécurité, à sa démocratie directe, unique en son genre et au fédéralisme.**



**Christoph Blocher travaille sans relâche avec l'UDC pour empêcher la Suisse d'adhérer à l'UE.**

*Christoph Blocher  
Ancien conseiller fédéral  
Entrepreneur  
Herrliberg (ZH)*





## 6 OUI à la démocratie directe



A l'avenir, l'initiative d'autodétermination rétablira le système éprouvé du droit suisse devant le droit international étranger. Les référendums doivent être mis en œuvre.

# Non à la dépossession du peuple!

**Devons-nous abandonner la Suisse? Devons-nous capituler? Selon le Tribunal fédéral, le Conseil fédéral et la majorité parlementaire, ce ne sont plus les Suissesses et les Suisses qui auront le dernier mot dans notre pays, mais les étrangers.**

par Roger Köppel, conseiller national (ZH)

Il y a six ans, le Tribunal fédéral à Lausanne enterrait la Suisse ou, pour être précis, la démocratie directe. Les juges ont en effet décidé que le prétexte du droit international primait sur la Constitution fédérale, sur les décisions du peuple, sur le souverain de droit. Le peuple et les Etats dépouillés de leur pouvoir d'un seul trait.

### Conspiration des élites ou répartition du pouvoir?

Y a-t-il eu une levée de boucliers à Berne? Les soi-disant représentants du peuple, qui ont prêté allégeance à la Constitution et aux droits populai-

res, sont-ils montés aux barricades? Ils ont au contraire approuvé la position venant de Lausanne et ont commencé eux-mêmes à piétiner la démocratie directe. Les conseillers fédéraux, les politiciens et les juges s'en prennent au pouvoir même de l'Etat.

Ce ne sont pas là des théories délirantes. Ce ne sont nullement des exagérations. Hélas ! J'ai pu le constater par moi-même au Palais fédéral lors de la non-application de l'initiative sur l'immigration de masse qui avait été acceptée par le peuple et les cantons: les politiciens dénaturent froidement les décisions

du peuple. Ils se posent comme étant au-dessus de la Constitution, en prétendant par exemple que le droit international est au-dessus du droit suisse.

Ce que l'on vend à chaque fois avec d'incroyables arguties juridiques s'apparente purement et simplement à de l'arrogance. Ce qui prévaut en Suisse, c'est tout simplement, l'Etat de droit. Et l'Etat de droit signifie que toutes et tous s'en tiennent au droit, et que celui-ci est décidé par le peuple et les cantons. Aucun article de la Constitution, aucune loi qui ne puisse entrer en vigueur sans l'aval des citoyens! La Constitution fédérale est l'autorité suprême.

### Les politiciens et les juges préfèrent les décisions prises à l'étranger plutôt que la volonté du peuple

Un coup d'Etat est actuellement en cours à Berne et à Lausanne. Ce ne

seront plus les citoyennes et les citoyens qui décideront à l'avenir ce qui doit s'appliquer, mais des instances étrangères. C'est une question de pouvoir. Le droit international est la baguette magique avec laquelle Berne veut séduire le peuple, le véritable souverain dans ce pays. L'autodétermination des politiciens remplace l'autodétermination des citoyens. On inverse à nouveau les rôles!

Une interview donnée par le président de la Confédération le 25 avril 2018 à la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» montre comment les élites pensent dans ce pays. Alain Berset a en effet explicitement déclaré ceci: «Les citoyens peuvent, via des initiatives populaires, lancer un thème brûlant qui les intéresse particulièrement. Le Parlement, avec

ses deux chambres, regarde ensuite ce que l'on peut en faire compte tenu de la Constitution en vigueur et du droit international.»

De l'avis du conseiller fédéral Alain Berset, les initiatives populaires ne sont guère plus que des «lancements de thématiques» non contraignantes, quelque chose comme un échappement de vapeur psychothérapeutique pour la forme, une sorte de manucure politique. Et le Parlement «trié sur le volet» et le Conseil fédéral omniscient, flanqués des juges de Lausanne, verront bien si l'on peut faire quelque chose à partir de ça.

**L'initiative pour l'autodétermination, pour défendre nos droits civiques**  
Le peuple sera dépouillé de son pouvoir

et la Constitution coulera. On peut parler d'une situation corrompue. Nous ne pouvons pas accepter cela. La votation du 25 novembre portera sur une question de toute première importance: qui fait les lois en Suisse? Les citoyens? Ou les juges et les politiciens s'approprient-ils le pouvoir? Non à un Etat autoritaire. Oui à la démocratie directe. Oui à l'initiative pour l'autodétermination.

Roger Köppel  
Conseiller national  
Rédacteur en chef  
Küsnacht (ZH)



Didier Spies  
Chargé de sécurité

Votations du 25 novembre 2018

**Oui à la démocratie directe!**

**OUI** A L'INITIATIVE POUR L'AUTODETERMINATION

«L'indépendance et l'autodétermination sont les bases du succès de la Suisse. Protégeons la démocratie directe en soutenant cette initiative.»



Eric Bertinat  
Secrétaire général  
UDC-Genève

Votations du 25 novembre 2018

**Oui à la démocratie directe!**

**OUI** A L'INITIATIVE POUR L'AUTODETERMINATION

«La souveraineté de la Suisse, ça ne se discute pas, ça se défend ! Oui à l'Initiative populaire pour l'autodétermination !»



Cyrille Fauchère  
Collaborateur  
scientifique UNIFR

Votations du 25 novembre 2018

**Oui à la démocratie directe!**

**OUI** A L'INITIATIVE POUR L'AUTODETERMINATION

«La souveraineté est l'expression institutionnelle de notre responsabilité individuelle au service de nos engagements politiques.»

## Publicité



**Petit polyvalent pour grandes exigences**



**CHF 14'950.-**

**DFSK au salon  
Utilexpo à Genève du  
11 au 13 octobre 2018**

**C35 Fourgon**  
\*Prix hors 7.7% TVA, PVC  
**WWW.DFSK.SWISS**





## 8 Taxe d'immigration

# L'UDC et l'ASIN déposent l'initiative populaire «pour une immigration modérée»

Le 31 août, sept mois après son lancement par l'ASIN et l'UDC, l'initiative populaire «pour une immigration modérée (initiative de limitation)» a été déposée avec 118'772 signatures. L'immigration incontrôlée et ses conséquences douloureuses sont visibles au quotidien. La situation pour les chômeurs de longue durée et les conséquences pour les assurances sociales sont pour le moins préoccupantes. La Suisse affiche le taux de chômage le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, et ce, malgré une bonne conjoncture économique. L'UDC et l'ASIN sont également préoccupés par les récents débordements violents et les attaques dont ont été victimes des femmes à Genève, ainsi qu'en marge de la Street Parade.



« Il n'est pas possible que des personnes de plus de 50 ans et de jeunes diplômés ne trouvent pas de travail, alors que, contre la volonté populaire, des dizaines de milliers de migrants affluent encore chaque année dans notre pays. »

*Thomas Aeschi, conseiller national  
président du groupe, Baar (ZG)*



« Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007, le solde migratoire net moyen se situe entre 60'000 et 80'000 personnes par année. Contrairement à toutes les affirmations lancées par les médias, 2018 est également une année record: jamais encore auparavant la Suisse n'a compté autant d'étrangers. Cet été, notre pays comptait pour la première fois 8,5 millions d'habitants. »

*Lukas Reimann, conseiller national, Wil (SG)*







« S'il est juste de dire qu'aujourd'hui l'immigration contribue à financer l'AVS, elle reste toutefois une bombe à retardement pour les futures générations. Sur le long terme, en effet, toutes ces personnes auront droit aux prestations de l'AVS, même si elles n'ont pas cotisé durant toute leur vie. Et il faudrait toujours plus d'immigration pour pouvoir financer ces obligations. Un tel système boule de neige, dangereux en soi, doit être définitivement écarté pour résoudre le problème du financement de l'AVS »

*Michael Buffat, conseiller national, Vuarrens (VD)*



« Le pourcentage des étrangers parmi les chômeurs s'élevait à 47 pour cent en 2016, alors que les étrangers ne représentent «que» 25 pour cent environ de toute la population qui vit dans notre pays. Le pourcentage des étrangers qui bénéficient de l'AI est également sensiblement plus élevé. On constate la même tendance pour ce qui est des aides sociales. Les étrangers représentent en effet un taux de 6,2 pour cent et les Suisses de 2,2 pour cent seulement. »

*Sandra Sollberger, conseillère nationale, Bubendorf (BL)*





ALWAYS A  
**BETTER** WAY

# TOYOTA SUV HYBRID



## MEILLEUR MARCHÉ QUE LES MODÈLES ESSENCE \*

**Dis oui** à une conduite silencieuse, une autonomie accrue et une recharge sans prise. **Dis oui** à une faible consommation et des émissions moindres de CO<sub>2</sub>. **Dis oui** à 5 ans de garantie hybride et 6 ans de services gratuits. **DIS OUI À TOYOTA HYBRID!**

---

### AVANTAGE CLIENT JUSQU'À CHF 5'200.- ET LEASING 0%\*

\*RAV4 Hybrid Victory 4x4, 2.5 HSD, 145 kW, Ø cons. 5,6 l/100 km, CO<sub>2</sub> 127 g/km, rend. énerg. D. Emissions de CO<sub>2</sub> liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 30 g/km, CHF 49'600.- déduction faite de la prime de contrat de CHF 2'000.-, déduction faite de la prime SUV Hybrid de CHF 2'000.- = CHF 45'600.-. Un RAV4 Hybrid est meilleur marché qu'un RAV4 essence avec boîte automatique. C-HR Hybrid Trend, FWD, 1.8 HSD, 90 kW, CHF 34'300.- déduction faite de la prime de contrat de CHF 1'500.-, déduction faite de la prime SUV Hybrid de CHF 1'500.- = CHF 31'300.-, avec équipements additionnels de CHF 500.- et avantage pack Trend Plus de CHF 1'700.-, Ø cons. 3,8 l/100 km, CO<sub>2</sub> 86 g/km, rend. énerg. A. En comparaison, un C-HR Hybrid avec traction avant et boîte automatique est meilleur marché qu'un C-HR 4x4 avec moteur essence de 130 ch et boîte automatique. Emissions de CO<sub>2</sub> liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 20 g/km. Ø des émissions de CO<sub>2</sub> de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 133 g/km. Conditions de leasing: taux d'intérêt annuel effectif 0,00%, assurance casco complète obligatoire, 5% de dépôt de garantie du montant à financer (mais au moins CHF 1'000.-), durée 24 mois et 10'000 km/an. Nous n'acceptons pas les contrats de leasing s'ils entraînent le surendettement. Promotions valables pour les signatures de contrat du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 octobre 2018 ou jusqu'à révocation.



# Pour des aliments équitables, le pire est l'ennemi du bien.

Le 23 septembre, nous voterons sur les initiatives trompeuses "Fair Food" et "For Food Sovereignty". Ces deux initiatives populaires apportent plus de bureaucratie pour les producteurs et moins de diversité pour les consommateurs.



**Il n'y a que deux bonnes réponses aux fausses promesses, à savoir 2x Non !**

L'essentiel des buts poursuivis par l'initiative "Pour des aliments équitables" figure déjà dans le contre-projet à la sécurité alimentaire plébiscité il y a une année par près de 80% des votants. Au vu du résultat, on ne risque rien à déduire que ce texte répondait clairement aux préoccupations de la population qui souhaite disposer d'aliments sains, produits dans le respect des animaux et de la nature, ceci accompagné de mesures visant à favoriser des échanges internationaux orientés vers le développement durable.

Aujourd'hui, c'est une resucée toxique du contre-projet qui nous est proposée. Evidemment, ses buts sont nobles; qualité, proximité, équité, mots qui sonnent agréablement à l'oreille.

A l'oreille, mais nettement moins au porte-monnaie. Les promoteurs du texte se proposent d'imposer les standards helvétiques à l'ensemble de la planète, les produits ne répondant que partiellement à nos normes parmi les plus élevées du monde étant frappés de droits de douane qui se répercuteront directement sur le consommateur. En pratique, c'est la population modeste qui assumera les surcoûts engendrés par l'éventuelle mise en œuvre du texte, celle pour qui la nourriture bon marché n'est pas un choix mais une contrainte. L'alimentation constituant une dépense incontournable, il faudra rogner ailleurs pour maintenir l'équilibre du budget familial, équilibre qui ne tient bien souvent qu'à

un fil. Pénaliser les plus faibles, en voilà une brillante idée!

En conclusion, le texte propose de passer de la version incitative plébiscitée l'an dernier à un brouet coercitif utilisant la hausse des prix comme contrainte. Imaginer qu'une augmentation des taxes à l'importation puisse réellement changer la face du monde relève du doux rêve mais hélas aussi du cauchemar pour le consommateur chaque fois qu'il passera à la caisse. Ce n'est pas en nous tirant une balle dans le pied qu'on fera courir les autres plus vite.

*Céline Amaudruz  
Conseillère nationale  
Genève (GE)*



## Choix réduit, nourriture hors de prix



Jacques Nicolet,  
Conseil National  
VD

«NON à l'initiative Fair Food qui va privilégier l'importation de denrées alimentaires au détriment des produits agricoles suisses de qualité.»

23 septembre 2018

**2x NON**  
initiatives agricoles

[initiativess-agricoles-non.ch](http://initiativess-agricoles-non.ch)

## Choix réduit, nourriture hors de prix



Céline Amaudruz,  
Conseillère nationale  
GE

«Mettre sous tutelle le consommateur et notre agriculture revient à déresponsabiliser nos citoyens et décider pour eux ce qu'ils doivent faire. Ceci va à l'encontre de nos principes fondamentaux.»

23 septembre 2018

**2x NON**  
initiatives agricoles

[initiativess-agricoles-non.ch](http://initiativess-agricoles-non.ch)



### IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | [franc-parler@udc.ch](mailto:franc-parler@udc.ch) | [www.udc.ch](http://www.udc.ch) | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, [www.maxpixel.net](http://www.maxpixel.net), Wikipedia, [www.maxpixel.net](http://www.maxpixel.net), [www.1zoom.me](http://www.1zoom.me), [www.srf.ch](http://www.srf.ch), UDC Suisse



# Notre objectif est et reste d'assurer les rentes!

**Il faut agir en ce qui concerne notre prévoyance vieillesse, cela est incontestable. L'espérance de vie augmente, les gens deviennent de plus en plus vieux et, parallèlement, les revenus d'intérêts provenant des placements des avoirs vieillesse diminuent. Les inquiétudes que nourrit la population à propos de ses rentes sont tout à fait justifiées. Les politiciens sont très sollicités dans ce domaine, mais ils hésitent, comme souvent, de dire la vérité à leurs électrices et électeurs.**

La vérité n'est tout simplement pas agréable à entendre: les promesses de rentes des années de boom économique de la fin du siècle dernier ne peuvent pas être tenues sans des mesures drastiques au niveau de l'AVS et de la prévoyance professionnelle.

## Trois grands axes

Concrètement, cela signifie qu'il n'existe que trois axes qui entrent en ligne de compte pour assurer durablement la prévoyance vieillesse. Premièrement: une baisse des rentes – personne n'en veut. Deuxièmement: une adaptation de la durée de perception des rentes, ce qui signifie une augmentation par étapes de l'âge de la retraite. Ceci serait totalement justifié et réaliste, cette solution correspondant de plus en plus à la réalité, puisque de plus en plus de personnes continuent à travailler une fois passé l'âge de la retraite. Ou troisièmement: une nouvelle réglementation du financement, auquel cas il faudrait éviter un nouveau transfert des charges aux générations suivantes.

## Pas sur le dos de la classe moyenne

Le Conseil fédéral et le Parlement, en particulier le Conseil des Etats, continuent à éviter d'aborder cette vérité pour le moins dérangeante. Ils veulent en lieu et place colmater les brèches avec de l'argent. Le plus simple serait de le faire en augmentant une nouvelle fois le taux de TVA. Ou bien – comme il en a été question récemment avec le paquet impôt/AVS – avec des charges supplémentaires pour la classe moyenne laborieuse,



**L'argent des contribuables devrait être investi davantage dans la prévoyance vieillesse suisse au lieu d'être gaspillé dans l'aide au développement ou dans les milliards de cohésion de l'UE à l'étranger.**

charges qui se traduiraient par des contributions plus élevées de la part des travailleurs et des employeurs. Mais le problème n'en serait pas pour autant résolu, mais simplement renvoyé aux futures générations. On ne peut pas l'accepter.

## Garantir durablement l'AVS

L'UDC cherche une solution viable et honnête pour garantir véritablement la prévoyance vieillesse. Un alignement de l'âge de la retraite des femmes sur celui des hommes est justifié. Mais cela ne va pas non plus sans une augmentation du taux de TVA, augmentation qui doit toutefois être modérée. Nous proposons 0,3 pour cent au maximum, car nous serions ainsi, avec 8 pour cent, au même niveau qu'il y a une année. De plus, le soi-disant pour cent démographique provenant du même pot doit en

fin de compte être totalement attribué à l'AVS et non plus, comme cela est le cas jusqu'ici, le laisser filer dans les caisses de la Confédération. **Et enfin, les recettes fiscales actuelles doivent à nouveau être investies davantage dans la prévoyance vieillesse suisse, et non pas distribuées à l'étranger – avec des bénéfices pour le moins discutables – en faveur de l'aide au développement ou du milliard de cohésion de l'UE. L'UDC s'engage résolument pour ce genre de garantie des rentes AVS.**

*Thomas De Courten  
Conseiller national  
Entrepreneur  
Rünenberg (BL)*



## 14 L'autodétermination (les arguments)

# Dire OUI à l'initiative pour l'autodétermination signifie...



...décider si nous aurons toujours une armée de milice dans le futur ou non, et si nous voulons continuer à faire confiance dans le citoyen-soldat. C'est aussi déterminer comment les armes doivent être manipulées en Suisse !



...que nous pouvons continuer à décider si des aliments génétiquement modifiés finissent ou non dans nos assiettes et la manière dont notre protection des consommateurs est conçue.



...que nous pouvons décider si nous allons continuer à avoir des banques cantonales avec une garantie de l'Etat. C'est aussi déterminer si oui ou non nous allons continuer à avoir le secret bancaire en Suisse !



...que nous décidons du nombre de migrants que la Suisse doit accepter et que nous pouvons limiter l'immigration par nous-mêmes si nous le voulons. C'est aussi pouvoir décider si les étrangers gravement criminels doivent être expulsés !



...que nous puissions continuer à déterminer nous-mêmes le montant de la TVA et que nous puissions déterminer le niveau de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés !



...que nous n'entrons pas dans le rouleau réglementaire de l'UE et que nous pourrions décider en toute indépendance si les frontaliers reçoivent ou non des prestations d'assurance chômage de la Suisse.



# Déduire enfin les primes d'assurance-maladie des impôts

**Les primes d'assurance-maladie augmentent d'année en année au point de représenter aujourd'hui une charge énorme pour les familles et les personnes individuelles. De surcroît, seules les personnes à faible revenu profitent des mesures de réduction des primes. La classe moyenne ne paie donc pas seulement pour elle-même, mais passe aussi à la caisse pour d'autres.**

Les personnes et familles à petit revenu profitent en plus de logements subventionnés auxquels la classe moyenne n'a pas accès. En d'autres termes, le système actuel pénalise les personnes qui travaillent et gagnent de l'argent.

Il est donc indispensable que les primes obligatoires puissent être déduites intégralement du revenu imposable. Une motion dans ce sens a été signée par 99 membres du Conseil national. Il est cependant urgent que des motions identiques soient déposées par les sections UDC dans les parlements cantonaux et qu'elles soient acceptées.

## Une forte économie d'impôt

Les économies qui en résulteraient pour les revenus moyens seraient considérables. Partons de l'exemple d'une famille de quatre personnes dont le père et la mère travaillent, si bien que le revenu net imposable atteint 150 000 francs. Une déduction complète des primes représenterait un allègement notable. Selon



**Les primes de l'assurance maladie obligatoire augmentent chaque année. L'UDC veut alléger le fardeau fiscal des particuliers et des familles par des déductions fiscales.**

L'UDC doit se battre au niveau cantonal et fédéral pour la déduction complète des primes d'assurance-maladie. Nous sommes le parti qui défend les intérêts de la population laborieuse. La classe moyenne forme l'épine dorsale de notre pays. Elle supporte l'essentiel des charges. Le fardeau croissant des pri-

les cantons affichent des bénéfices. Il existe par ailleurs un important potentiel d'économie, par exemple dans le domaine de l'asile et au niveau des administrations publiques boursoufflées. Des baisses d'impôt en faveur des classes moyennes sont utiles à l'économie. L'argent que les contribuables ne sont pas contraints de livrer à l'Etat peut être dépensé pour la consommation. Il profite à l'économie privée et sauvegarde ainsi l'emploi. Ce n'est pas l'Etat qui doit croître, mais l'économie!

## « Le fardeau croissant des primes d'assurance-maladie entrave le développement de la classe moyenne. »

des calculs effectués par la ville de Zurich, cette famille économiserait 3800 francs par an au niveau des impôts communaux, cantonaux et fédéraux.

## Décharger la classe moyenne

La classe moyenne doit être déchargée. C'est une évidence.

mes d'assurance-maladie entrave le développement de la classe moyenne. Il n'est pas acceptable que celle-ci ne travaille plus que pour les impôts et les autres prélèvements obligatoires.

La perte fiscale qui en résulte est supportable. La Confédération et

*Alfred Heer  
Conseiller national  
Entrepreneur  
Zürich (ZH)*



## Engagez-vous en faveur de la démocratie directe !

- Adressez-vous personnellement aux membres de votre famille, à vos amis, à vos connaissances, à vos voisins et à vos **employés** !
- Discutez de l'initiative d'autodétermination à la table des habitués, sur le lieu de travail, au marché et partout où l'occasion se présente !
- Accrochez une ou plusieurs affiches à votre clôture de jardin, balcon, etc.
- Distribuez des dépliants dans votre quartier, de préférence remis personnellement !



## Postez votre affiche maintenant !

- ..... Flyer A5
- ..... Affiche en papier A2 (42.0 cm x 59.4 cm)
- ..... Affiche papier F4 (89.5 cm x 128 cm)
- ..... \*Affiche alvéolée (70 cm x 100 cm)
- ..... \*Affiche alvéolée (format mondial 89,5 x 128 cm)

*Affiches toutes saisons en plastique de 5 mm d'épaisseur, faciles à monter, par ex. avec serre-câbles.*

**Faites un don maintenant !**

### Soutien / Sponsoring

Utilisez le bulletin de versement joint à ce numéro.

Merci beaucoup pour ce don important pour le bien de la Suisse !

☐

#### Soutien financier / Dons

Comité OUI à l'autodétermination, case postale, 3001 Berne

PC : 31-31457-1, IBAN : CH82 0900 0000 0000 3103 1457 1

Utilisez le bulletin de versement ci-joint. Je vous remercie beaucoup.

☐

#### Flyer Sponsoring [www.flyer-ueberall.ch](http://www.flyer-ueberall.ch) - en ligne à partir du 1er octobre 2018

Je suis prêt à voyager dans n'importe quelle communauté via le portail en ligne

[www.prospectus-partout.ch](http://www.prospectus-partout.ch) à distribuer. Veuillez m'en informer.

#### S'il vous plaît, retournez à :

Secrétariat général  
3001 Berne  
Téléphone: 031 300 58 58  
Fax: 031 300 58 59  
E-Mail: [gs@svp.ch](mailto:gs@svp.ch)

Prénom / Nom de famille :

Adresse :

Code postal / Ville :

E-Mail :

Téléphone / N° de portable :